

prix augmentent rapidement au sud de nos frontières. Réciproquement, toutefois, il est fort possible que le Canada soit en bien plus mauvaise passe que les États-Unis s'il n'adopte pas de politiques complémentaires pour contenir ses propres pressions inflationnistes.

Il y a une autre école de pensée voisine qui, tout en reconnaissant que l'inflation est un problème sérieux, soutient que nos politiques restrictives sont mal avisées parce qu'elles ont peu ou point d'effet sur les forces inflationnistes provenant des coûts, qui agissent sur l'économie à l'heure actuelle. L'usage des politiques fiscales et monétaires pour freiner la croissance économique ne sont indiquées, on l'affirme catégoriquement, que si l'inflation découle d'une demande excessive de biens et de services de la part des citoyens.

Nul doute que l'inflation par les prix pose un problème ardu et tenace, qui n'est pas facile à résoudre par les moyens politiques à notre disposition. Il ne fait pas de doute non plus que le problème s'aggraverait de façon considérable si nous levions les restrictions et laissons à l'économie la bride sur le cou. Prenant la parole à Ottawa en février, M. Paul McCracken, président du bureau des conseillers économiques du président des États-Unis, s'est exprimé en ces termes:

Si les profits étaient élevés et s'accroissaient rapidement, cela influerait-il sur l'importance des règlements négociés? Cela influerait-il sur les décisions relatives à la fixation des prix? Il est évident que la réponse doit être affirmative.

Pour feindre d'ignorer l'inflation, il faut aussi ignorer un fait important: le Canada est une nation commerciale intégralement liée à l'économie de l'Amérique du Nord, pour ne rien dire de celle de nombreux autres pays. L'inflation n'est pas non plus une chose statique. Rien ne garantit qu'en l'absence de restrictions, la hausse des coûts et des prix se maintiendrait à son rythme récent. Bien au contraire, l'inflation s'alimente elle-même si elle n'est pas freinée, pour atteindre finalement le rythme effarant qu'elle a connu dans certains autres pays. A titre d'exemple, on pourrait mentionner le Brésil, où l'inflation a atteint le taux de 100 p. 100 par an.

Pour le Canada, décider de propos délibéré et à long terme de feindre d'ignorer l'inflation équivaudrait à appeler de ses vœux un désastre économique en s'exposant à une ruineuse concurrence tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Il serait possible de compenser partiellement les effets d'une pareille évolution au moyen d'une réduction constante du taux de change, mais ses conséquences pour l'ensemble des Canadiens n'en demeureraient pas moins très rigoureuses.

Il me semble peu douteux que la vaste majorité des Canadiens, y compris la vaste majorité des députés, éprouvent de vives

appréhensions au sujet de l'impact de l'inflation et qu'ils sont convaincus de la nécessité d'arrêter la spirale actuelle des coûts et des prix. Il existe toutefois des divergences quant à la stratégie qu'il convient d'adopter et à l'accent qu'il faut mettre sur telle ou telle politique.

Pour bien situer le problème actuel, il faut se rappeler que le Canada vient de terminer neuf années de prospérité soutenue. Ainsi, notre produit national brut a doublé depuis 1961, passant de 39 à 78 milliards de dollars. C'est là un exploit sans précédent au pays qui jusqu'au début de la dernière décennie, a connu un cycle ininterrompu de prospérité suivie de récession. Il est évident que notre objectif doit toujours être de maintenir l'expansion économique, afin d'assurer de l'emploi à des dizaines de milliers de jeunes Canadiens qui, chaque année, viennent grossir les rangs de la population active, et de permettre à tous de voir monter leur niveau de vie.

Afin d'éviter le danger que présente l'inflation, le gouvernement fédéral et la Banque du Canada ont eu recours depuis quelque temps à des politiques fiscales et monétaires tendant à modérer l'expansion économique, afin d'éliminer les pressions qui ont lancé la spirale inflationniste. Bien que le gouvernement ait introduit un certain nombre de mesures pour contrebalancer l'effet néfaste de cette politique, notamment dans les régions à faible croissance, inévitablement, il s'est produit une augmentation modérée du chômage.

Je devrais souligner qu'en 1970-1971, on estime à 353.7 millions de dollars les dépenses, prêts et investissements rentrant dans le cadre du programme d'expansion économique régionale pour les régions à faible croissance où le chômage est élevé, ce qui représente une augmentation de 120 millions de dollars par rapport aux prévisions établies l'an dernier. Les subventions de péréquation sont estimées à 755 millions de dollars, en augmentation de 81 millions de dollars sur l'année dernière. Pour 1970-1971, le budget de la main-d'œuvre consacré surtout au recyclage, au ministère de la Main d'œuvre et de l'Immigration, est estimé à 420 millions de dollars. Il y a encore d'autres programmes importants comme le programme de crédit agricole, le programme de réduction des stocks de blé et divers programmes de travaux publics.

Sans jongler avec les chiffres comme le font certains députés de l'opposition depuis quelques jours, je voudrais souligner que la hausse du chômage a été modérée. La semaine dernière j'ai indiqué à la Chambre que le taux de chômage en février avait été atteint ou dépassé huit fois au cours des 13 dernières années, l'année record ayant été 1961 avec un taux de chômage de 11.2 p. 100 en février.